

# Analyses 2011



**RDCongo : pour des élections libres  
et transparentes**

Avec le soutien de la Communauté française

Commission Justice et Paix belge francophone asbl  
Rue Maurice Liétart 31/6  
B-1150 Bruxelles Belgique  
Tél. +32 (0) 2 738 08 01  
Fax: +32 (0) 738 08 00  
[info@justicepaix.be](mailto:info@justicepaix.be) [www.justicepaix.be](http://www.justicepaix.be)

## RDCongo : pour des élections libres et transparentes

**Voilà qui est enfin officiellement annoncé : les élections présidentielles et législatives congolaises auront lieu en novembre 2011. De retour de mission à Kinshasa, Justice et Paix francophone de Belgique souhaite faire le point sur les enjeux et défis de cette période préélectorale. À partir de la parole de différents acteurs rencontrés (sociétés civiles congolaise et internationale, Ambassade belge, MONUSCO, Commission Électorale Nationale Indépendante...), nous analysons le contexte politique actuel et définissons quelques priorités dont il nous semble que la Communauté internationale doit tenir compte, dans l'optique de poursuivre son appui au processus démocratique de la RDC.**

Kinshasa, 24 avril 2011. Arrivée à l'aéroport N'djili... surprise : pas de files et surtout... pas de bagarre pour avoir accès à ses bagages. Un certain ordre règne dans l'aéroport. Les employés chargés du contrôle sanitaire sont fiers : « on a remis de l'ordre, il était temps! ».

Les bonnes surprises continuent sur le chemin vers la ville : les travaux sur le Boulevard du 30 juin, principale artère du centre de Kinshasa, sont presque terminés. Un des 5 chantiers<sup>1</sup> du Président Kabila serait-il en bonne voie ? La RDCongo irait-elle mieux ?

Oui, nous répondent certains interlocuteurs politiques. Il y a deux ans on n'aurait pas imaginé que la préparation des élections présidentielles se déroulerait dans de telles conditions. Sauf quelques incidents, on assiste à une campagne libre avec une CENI<sup>2</sup> qui agit de manière neutre et volontaire.

Les acteurs de la société civile, dont l'Église catholique, saluent également la volonté de la CENI de mettre en place une approche participative, par la consultation des partenaires engagés dans le processus électoral par exemple. Mais certains, encore dubitatifs, s'interrogent toutefois sur les intentions réelles de la CENI : s'agirait-il d'une manière de gagner du crédit ? On se souvient en effet de la méfiance exprimée lors de l'élection du Président de la CENI, le Pasteur Ngoy Mulunda, dit proche de Joseph Kabila.

Il est vrai aussi que le meeting d'Etienne Tshisekedi de l'UDPS<sup>3</sup>, le dimanche 24 avril a, contre toute attente, pu avoir lieu et s'est déroulé sans encombre, marqué par le discours plutôt souple et contrôlé d'un opposant soucieux de tester sa capacité de mobilisation: 70.000 personnes présentes.

Et pourtant, autres acteurs rencontrés, autre son de cloche...

En effet, si la MONUSCO, Mission des Nations Unies, confirme qu'il y a une volonté politique pour que les élections aient lieu, les difficultés se profilent déjà.

Tout d'abord, la lenteur dans la préparation du processus électoral (retard dans la publication du calendrier électoral<sup>4</sup> et de la Loi électorale). « Tout n'est-il pas mis en route pour s'assurer la réélection de l'actuel Président ? » nous interpellent certains membres de la société civile. Plus inquiétant encore : ne va-t-on pas vers un scénario à l'Ivoirienne avec un risque de contestation

---

1 Les cinq chantiers annoncés comme prioritaires par le Président Kabila, élu en 2006 lors des premières élections organisées depuis l'indépendance de la RDC : les infrastructures (routes, rails, ponts), la création d'emplois (qui passe par les investissements), l'éducation (les écoles et les universités sont à reconstruire), l'eau et l'électricité, et enfin, la santé.

2 Commission Électorale Nationale Indépendante

3 Union pour la Démocratie et le Progrès Social

4 Le calendrier électoral a été rendu public par la CENI le 30 avril 2011

sociale et une remise en question du résultat des urnes ?

Les nouvelles de l'intérieur du pays nous montrent en effet que, si la population continue à parler politique, elle est de plus en plus démotivée à aller voter. D'une part, le mécontentement populaire par rapport au mandat écoulé est clair, mais se manifeste aussi une mécompréhension par rapport à certaines décisions politiques, comme la révision constitutionnelle du début de l'année<sup>5</sup>.

À cela s'ajoutent des difficultés techniques dans l'enrôlement électoral : peu de matériel, désuet. Pour recevoir sa carte électorale, il faut faire de nombreux kilomètres, prendre son mal en patience dans les files et espérer être dans les 20 à 30 électeurs qu'un bureau électoral peut actuellement recevoir par jour!

Dans l'Est de la République, le contexte sécuritaire brouille encore plus les cartes : certains bureaux d'enrôlement auraient été pris par des FDLR<sup>6</sup> qui s'assurent ainsi d'avoir accès à l'identité congolaise.

Dans la province du Maniema, où l'enrôlement électoral est terminé, le bilan pose question : alors qu'on a observé un désintérêt et une insuffisance de moyens, le nombre d'inscrits dépasse largement les prévisions du démographe Léon de Saint Moulin : 880.000 personnes enrôlées au lieu des 750.000 prévues. Y aurait-il eu des fraudes ?

Le jeu en vaut-il la chandelle ? Certains se découragent et disent ne pas vouloir aller voter.

À l'heure d'écrire ces lignes<sup>7</sup>, la crainte grandit que les élections ne puissent réellement avoir lieu. Certains vont même jusqu'à poser la question : faut-il que les élections aient lieu dans le respect des délais constitutionnels mais avec le risque qu'elles soient organisées de manière précipitée, ou vaut-il mieux retarder le processus et vivre des élections apaisées ?

Il ne nous appartient pas, comme membres de la société civile internationale, de décider à la place des Congolais. Par contre, il est de notre responsabilité d'attirer l'attention sur quatre éléments-clefs dans ce processus :

- l'importance d'une continuité du soutien de la Communauté internationale dans l'organisation des élections congolaises

L'inquiétude exprimée par certains interlocuteurs rencontrés, comme la CENI, montre que les Congolais ressentent un certain désengagement de la part de la Communauté internationale (diminution de l'aide financière par rapport à l'appui octroyé lors des élections de 2006, retard dans les délais de paiement, etc.) et semblent ainsi vouloir justifier le fait que la RDCongo se tourne vers la Russie. « Il faut fonctionner par étapes. Nous ne sommes pas encore prêts à nous passer d'un appui international » insiste Monseigneur Nicolas Djomo, Président de la Conférence épiscopale congolaise.

- L'appui à la société civile locale pour l'organisation d'une éducation civique préélectorale, ainsi que la formation et le déploiement d'observateurs électoraux

« L'observation électorale, ça commence dès maintenant » insiste Léone Hettenbergh de la MONUSCO. Car, pour éviter une situation à l'« Ivoirienne », il faut montrer à la population qu'elle

---

5 Pour en savoir plus sur la révision constitutionnelle, voir l'article « La révision constitutionnelle en RDCongo. Réactions et enjeux à la veille des élections » : <http://www.justicepaix.be/?article400>

6 Forces Démocratiques de Libération du Rwanda

7 13 mai 2011

pourra faire confiance aux résultats des urnes. L'éducation civique est une composante essentielle de la bonne tenue, non seulement de la période préélectorale, mais aussi de la gestion du suivi : quel que soit le résultat des urnes, la démocratie et l'alternance politique sont un processus qui ne peut se construire du jour au lendemain.

L'Église catholique congolaise (par l'intermédiaire de la Commission Justice et Paix congolaise) forte de sa capacité de mobilisation citoyenne, est déjà engagée sur ces deux terrains de l'éducation et de l'observation électorale. Elle bénéficie par ailleurs de la confiance de nombreux acteurs de la société civile et du milieu politique.

- une attention maintenue et un appui à la tenue des élections locales et ce, quel que soit le résultat des urnes

Bien que la tenue des élections locales soit prévue en fonction du calendrier électoral présenté par la CENI (2012 et 2013), l'attention et l'énergie nécessaires à l'organisation des élections présidentielles et législatives les éclipsent quelque peu. Il nous semble nécessaire de rappeler l'importance de la tenue complète du cycle électoral, et ce quel que soit le résultat des urnes en novembre 2011. Les élections locales ne peuvent être considérées comme un luxe superflu dans un si grand pays, comme nulle part ailleurs.

- une attention accrue à la situation des défenseurs des droits humains et des journalistes, qui auront un rôle de vigilance important à jouer en cette période pré-électorale

Depuis l'assassinat, l'année dernière, de Floribert Chebeya de l'association la Voix des Sans Voix, la pression sur les défenseurs des droits humains s'est maintenue, entre autres par des attaques fréquentes. Nous partageons ici notre inquiétude face aux nombreux actes de harcèlement et de tentatives d'intimidation que vivent nos collègues de la société civile congolaise. Le 1er mai, alors qu'il rentrait à son domicile, Adrien Zawadi, Coordonnateur provincial de COJESKI (Collectif des Organisations de Jeunes Solidaires du Congo Kinshasa) et Rédacteur en Chef du Journal « Le Souverain » (Sud Kivu) a été tabassé. L'ASADHO (Association africaine des Droits de l'Homme) a été traitée par le Ministre de l'information congolais d'instrument « à la solde des pays occidentaux » et le responsable de cette association, Jean-Claude Katende, a reçu plusieurs menaces de mort. Ce dernier encourage ses collègues à continuer leur travail de dénonciation et à augmenter leur vigilance car on craint que, en contexte électoral, l'insécurité se généralise.

Axelle Fischer, secrétaire générale à Justice et Paix  
Benoit Albert, collaborateur à Justice et Paix,  
Mai 2011